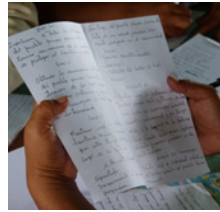




Pourquoi attendre l'État?
Les peuples indigènes des Amériques sur l'autonomie et la justice

Page 4



Atelier
La gestion territoriale autochtone dans le parc national de Canaima et l'UNESCO

Page 6



Xatastujut Tekit – Temps de travail
Les partenaires Totonac projettent un film au festival de Montréal

Page 8



Nouvelles

Numéro 8
Automne 2022

CENTRE POUR LA CONSERVATION ET LE DÉVELOPPEMENT AUTOCHTONES ALTERNATIFS

Programme d'échange international

Des membres d'une Première Nation du Canada partagent un message d'espoir aux Maasaï de Tanzanie

Par Kesho Trust (Tanzanie)

Les victoires que nous avons remportées en tant que peuple autochtone au Canada, dans les domaines du droit à la terre et des questions sociales et culturelles, ne se sont pas faites en un jour. Il s'agit là d'un processus de longue haleine qui a nécessité une pression continue sur les États et l'activisme d'une communauté unie de peuples autochtones, au prix de vies et de ressources. En tant que Maasaï de Tanzanie, vous ne devriez pas baisser les bras, mais plutôt défendre vos droits et votre mode de vie, car l'avenir vous est ouvert. — Sean McDougall, gestionnaire du patrimoine, Première nation de Carcross/Tagish.

Au début du mois d'août 2022, des membres de la communauté autochtone de la Première nation Carcross / Tagish du Yukon (Canada) ont rendu visite aux Maasaï de Ngorongoro et d'Elerai en Tanzanie. Ce séjour a eu lieu dans le cadre d'un projet mené par



Des aînés Maasaï d'Elerai en Tanzanie (au centre) partagent leur savoir traditionnel avec Sean McDougall de la nation Carcross / Tagish (à droite sur la photo) aidés par un jeune interprète de la communauté (Robert Sakinoi, tout à gauche sur la photo). *Courtoisie: Kesho Trust*

l'Université de Victoria au Canada en collaboration avec Kesho Trust. Les organisations autochtones partenaires du projet sont les suivantes : Carcross / Tagish First Nation (Canada), Ereto Maasai Youth (Tanzanie) et Enguse-rosambu Forest Trust (Tanzanie). Le projet est financé par le Conseil de recherches en sciences humaines du

Canada.

Après une visite de trois jours chez les Maasaï du village d'Engaresero, au lac Natron, l'équipe du projet s'est familiarisée avec la culture Maasaï en visitant des fermes locales (bomas), en assistant à divers événements familiaux et com-

Suite à la page 2

munautaires, en apprenant l'utilisation des remèdes locaux et traditionnels dans un camp de retraite (orpu) et en rendant visite au chef spirituel Maasaï (Oloiboni).

Voyageant depuis le lac Natron, les visiteurs ont traversé le parc national du Serengeti et la zone de conservation du Ngorongoro. Tout au long de leur séjour dans les immenses plaines du Serengeti, avec sa faune abondante et diversifiée, et lors de leur visite de la magnifique caldeira du Ngorongoro, on leur a rappelé que tous ces paysages étaient autrefois la terre des Maasaï, et qu'ils leur ont été enlevés au nom de la politique officielle de conservation, qui rapporte aujourd'hui d'énormes bénéfices au gouvernement et au secteur privé tandis que la lutte des Maasaï se poursuit.

Le voyage s'est achevé dans la communauté Maasaï d'Elerai, dans le district de Kilindi. Cette visite de trois jours était axée sur le partage de la culture et des traditions. De petits groupes de travail ont permis d'aborder en profondeur des domaines spécifiques du savoir et de la tradition – par exemple l'usage et la gestion de la terre et de l'eau, la culture, la jeunesse et les droits des femmes.

Il est apparu clairement au cours des discussions que leurs cultures présentaient des similitudes étonnantes dans les

concepts, croyances et pratiques qui sous-tendent leurs traditions. De même, les deux groupes partagent une grande expérience de lutte pour la sauvegarde de leur mode de vie.

Cependant, si les Maasaï ont maintenu des pratiques culturelles fortes (leur langue, leurs vêtements traditionnels, leurs événements communautaires et leurs cérémonies), les Premières nations du Canada s'efforcent de faire renaître leur culture après avoir perdu leurs langues maternelles et leurs traditions sous la pression des puissances coloniales. Une autre différence réside dans le fait que le gouvernement canadien a commencé à reconnaître et compenser les droits que les peuples autochtones ont perdu dans le passé, tandis que le gouvernement tanzanien conserve son aveuglement quant au mode de vie des Maasai, les traitant comme s'ils menaient une vie arriérée promise au changement, s'apant activement leurs droits à la terre et aux ressources.

De manière générale, les visiteurs ont apporté un message d'espoir. La voie vers la victoire empruntée par les peuples autochtones du Canada est un exemple pour les Maasaï de Tanzanie, qui ne doivent pas abandonner leur lutte mais continuer de se battre pour leurs droits et leur mode de vie. ●

Rencontre internationale

Projet PSEA Tissons des liens entre les peuples et territoires autochtones

Par Rolando Ivan Magana Canul (UQAT) et Benoit Éthier (UQAT)

Du 15 au 17 juin 2022, l'École d'études autochtones de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue a accueilli la rencontre internationale « Tissons des liens entre les peuples et territoires autochtones » organisée dans le cadre du Partenariat savoirs et éducation autochtone. L'objectif de cet événement était de réunir des expert.e.s de l'éducation, professeur.e.s à l'université, enseignant.e.s des écoles primaires et secondaires, éducateurs et éducatrices traditionnel.le.s, chercheur.e.s et étudiant.e.s au-

tochtones et non-autochtones du Chili, du Brésil, du Guatemala, du Mexique et du Canada, afin de créer des liens de coopération et d'échanger expériences et savoirs autour du développement de méthodes, de protocoles et de stratégies d'éducation en contextes autochtones.

La cérémonie d'ouverture de ce colloque a été riche. Conduite par Gloria Penosway, femme porteuse de paix de la communauté Anicinape de Kitcisakik, elle a insisté sur la capacité des jeunes et des femmes autochtones à s'opposer au leg colonial et retrouver



Gloria Penosway avec un teweiikan sacré appartenant à sa famille. *Courtoisie: Benoit Éthier*

leurs propres histoires et traditions afin de pouvoir avancer. Les activités réalisées tout au long de ces trois jours ont été variées et enrichissantes. Le premier

jour a été consacré à la présentation des équipes de travail formées dans chaque pays et à la description générale de la situation historique, démographique, territoriale et éducative des sept nations autochtones présentes: Mapuche, Maya, Purépecha, Nahua, Atikamekw, Nehirowisiw, Anicinape et Inuit.

Le deuxième jour ont eu lieu des conférences scientifiques sur l'éducation interculturelle et les stratégies en place pour rendre pertinents les contenus éducatifs dans les régions autochtones. Ce même jour ont été présentés des initiatives et des outils éducatifs élaborés pour et par des nations autochtones. Quelques-unes de ces démarches innovantes ont fait référence à l'inclusion des perspectives autochtones dans les programmes officiels d'histoire, le recrutement d'éducateurs et d'éducatrices traditionnelles dans les écoles afin de



Étudiant.e.s Mapuche à l'école Enzo Ferrari au Chili.
Courtoisie: Benoit Éthier

promouvoir les langues et les cosmologies autochtones, ainsi que la création de sites internet qui puissent servir de lieux de stockage et de partage de contenus multimédias sur différents scénarios quotidiens de transmission des savoirs autochtones.



Marie-Carole Qinuajuak et Sarah Angiyou réalisent une performance de chant de gorge Inuit.
Courtoisie: Benoit Éthier

Au cours de la troisième et dernière journée de travail, les équipes ont présenté et discuté de leurs réflexions sur les formes d'apprentissage, les attentes, les défis et les engagements concernant la décolonisation de l'éducation officielle. Dans la mesure où cette rencontre s'est organisée grâce à l'apport des participant.e.s autochtones, elle a également fait place à de nombreuses expressions culturelles – cérémonies, danses, chants, et poésie en leurs langues originelles.

Ainsi, un éducateur traditionnel Mapuche a fait part de son désir de voir les écoles prévoir les espaces et le temps nécessaires au développement de ce type d'activités socioculturelles si importantes pour recouvrer les valeurs



Gabriel Marcotte, Benoit Éthier, Lisette Petiquay, Sylvie Poirier, Christian Cocoo et Rolando Magaña lors de la première journée du colloque, Campus de Val-d'Or, UQAT. Courtoisie: Benoit Éthier

et les langues des peuples autochtones (Actes de colloque, 2022).

Les participant.e.s ont reconnu que cette rencontre avait non seulement contribué à l'émergence de connaissances en termes de stratégies éducatives, mais aussi à encourager une compréhension mutuelle et une solidarité entre peuples autochtones, là où la colonisation avait entraîné déconnexion et isolement dans de nombreuses régions du monde. ●

Cet événement a été financé par le programme de développement partenariat du Conseil de recherches en Sciences humaines.

Visitez-nous en ligne



cicada.world/fr



facebook.com/CICADA.world



linkedin.com/company/CICADAorg



twitter.com/CICADAorg



youtube.com/CICADAorg

Restez en contact : envoyez-nous vos nouvelles!

Membres et partenaires du CICADA, merci de nous envoyer vos nouvelles pour les partager avec la communauté du CICADA dans nos futurs bulletins.

Du texte et des images peuvent nous être envoyés à:

cicada.news@mcgill.ca

Pour vous abonner à ce bulletin, visitez :

cicada.world/fr/nouvelles/bulletin

Pourquoi a

Les peuples autochtones des Am

en matière d'autonomie et de j

Bo

Par Héctor Jaime Vinasco (Resguardo de Origen Colonial Cañamomo Lomapieta, Colombie) et Viviane Weitzner (Université McGill)

Les membres de CICADA, Héctor Jaime Vinasco (Resguardo de Origen Colonial Cañamomo Lomapieta, Colombie) et Viviane Weitzner (chercheuse à CICADA/L4E et professeure adjointe en anthropologie à l'université McGill) ont participé à un séminaire régional de haut niveau sur les droits à l'autonomie et la justice autochtone à Santa Cruz en Bolivie, du 5 au 7 octobre 2022.

Co-organisé par le Groupe de travail international sur les affaires autochtones (IWGIA), l'Organisation pour l'aide juridique et sociale (ORE) et la Confédération des peuples autochtones de Bolivie, le séminaire a rassemblé des leaders autochtones du Pérou, de la Bolivie, de l'Equateur, du Chili et de la Colombie, afin qu'ils et elles partagent leurs expériences et leur savoir. Le rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, le président de l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones et le commissaire aux droits humains de la commission inter-américaine des droits de l'homme ont échangé sur les opportunités et les difficultés pour l'approfondissement de l'autonomie au-



Héctor Jaime Vinasco (à gauche), du partenaire de CICADA Resguardo de Origen Colonial Cañamomo Lomapieta, avec d'autres participant.e.s autochtones colombien.ne.s, s'adressant à la population de la région autonome de Charagua, en Bolivie. *Courtoisie: Viviane Weitzner*

tochtone et de la justice au sein de ces institutions internationales.

Tandis que les droits à l'auto-détermination et à l'autonomie – tout comme la justice autochtone – ont été reconnus par les Constitutions de différents pays d'Amérique du Sud, les participant.e.s ont rappelé que l'instauration de l'autonomie a été considérablement ralentie par la lourdeur de la bureaucratie. C'est ce que montre l'exemple de la Bolivie. Bien que la Bolivie ait été déclaré État plurinational par la Constitution de 2009, qui établissait un cadre juridique pluriel liant justice environnementale, justice autochtone et justice

nationale, la tâche de traduction de ces principes en actes reste immense. Les lois complexes qui régissent l'établissement de régions autonomes se sont révélées conservatrices dans la pratique, et saturées d'interprétations restrictives. La contradiction que représente le soutien du gouvernement de Morales à l'extractivisme a aussi été pointée du doigt comme un frein majeur dans ce contexte.

« Nos territoires sont menacés par l'extractivisme, » explique Toribia Lero, leader quechua et membre de l'assemblée législative plurinationale de Bolivie. « S'il n'y a pas de territoire, il ne peut y avoir d'autodétermination, » a-t-elle déclaré, ajoutant : « Ces réalités, comme l'exploitation minière illégale, le développement de l'agro-industrie, la détérioration de la santé des femmes... Comment pouvons-nous rêver du droit à l'autodétermination dans ces conditions ? » Les divisions profondes entre les organisations autochtones, et avec le gouvernement bolivien, ont été soulevées, de même qu'une proposition pour la création d'un Parlement autochtone, formulée par un leader représentant 34 nations des basses terres de Bolivie.

Attendre l'Etat?

Amérique partagent leurs expériences Justice autochtone à Santa Cruz en Bolivie

Les participant.e.s équatorien.ne.s ont rapporté des défis similaires à ceux de la Bolivie, leur autonomie et leur autodétermination étant affectées à la fois par les politiques d'extraction et celles de conservation, en dépit d'une Constitution progressiste. Les participant.e.s Mapuche du Chili ont décrit leur situation comme ayant 30 ans de retard sur celle d'autres pays comme la Bolivie, un retard encore plus grand depuis le plébiscite de septembre 2022 ayant conduit au rejet d'une réforme constitutionnelle favorable qui aurait créé un précédent.

Pendant ce temps, au Pérou, la nation Wampis démontre une approche différente : « Au Pérou, il n'y a pas de norme qui parle d'autonomie collective. Nous nous chargeons de la reconstruction de notre autonomie par nos actions. C'est à moi de transpirer, de travailler et d'exercer mon droit – et en cours de route, l'État nous reconnaîtra », a déclaré Shapiom Noningo. « Vous perdez votre temps à attendre l'Etat », a-t-il souligné, en faisant référence aux peuples qui luttent d'abord pour leur reconnaissance par l'État.

Et Noningo d'ajouter : « Nous, la nation Wampis... nous sommes arrivés tête baissée... nous n'avons pas beaucoup insisté auprès de l'État sur l'autonomie. Mais nous avons remis à l'État nos sta-

tuts [autonomes], fruits d'une recherche sérieuse. La réponse n'a été ni bonne ni mauvaise. Il nous arrive même de travailler de manière amicale avec certains représentants de l'État. Nous ne parlons pas de souveraineté nationale ni de fragmentation. »

Les participant.e.s autochtones colombien.ne.s ont souligné l'espoir suscité par le nouveau gouvernement colombien concernant la défense des droits des autochtones et des afro-descendants, notamment depuis que plusieurs postes de haut niveau – y compris la vice-présidence – sont désormais occupés par des représentant.e.s autochtones et afro-descendant.e.s. Pourtant, le passage du statut de représentant.e.s dans les mouvements sociaux à celui d'acteurs et d'actrices de l'État capables de mener des transformations vers l'autodétermination reste difficile à négocier.

La réalité de l'autonomie s'est concrétisée pour les participant.e.s avec leur visite à Charagua Iyambae, l'une des premières expériences d'un gouvernement autonome en Bolivie, celui-ci établi par le peuple autochtone Guarani qui vit dans le sud de la Bolivie. En résumé, ce processus a consisté en la transformation d'une municipalité gérée par l'État en gouvernement autonome. «Iyam-



Des étudiants et un professeur guaranis devant l'école de journalisme autochtone de Charagua, en Bolivie. Courtoisie: Viviane Weitzner

bae» signifie être libre, ne plus être asservi, selon les termes de l'autorité guaranie Ronal Andrés Cairaca. « La création de cette région autonome est un rêve devenu réalité, » a-t-il souligné, « le résultat de la lutte pour le maintien de l'autodétermination, bien que le processus ait été extrêmement lent. » Il a ensuite expliqué le concept d'autonomie propre à Charagua : « L'autonomie, c'est la base en haut et les autorités en bas – elles sont là pour servir le peuple. »

De riches échanges ont eu lieu autour de la justice autochtone, au cours desquels les participant.e.s ont évoqué des difficultés telles que le manque de mé-

Suite à la page 6



(De gauche à droite) Viviane Weitzner, chargée de recherche CICADA/L4E et professeur adjoint d'anthropologie ; Francisco Cali Tzay, rapporteur spécial des Nations unies sur les droits des peuples autochtones ; Mariana Yumbay, leader Kichwa/Warana, Équateur ; Toribio Lero, membre quechua de l'Assemblée législative plurinationale de Bolivie. *Courtoisie: Viviane Weitzner*

canismes interculturels, les interprétations erronées de la justice autochtone, l'asymétrie du financement disponible pour l'exercice de celle-ci par rapport au système étatique et la nécessité de dépatricariser et décoloniser les systèmes autochtones.

Nous avons également visité l'école de journalisme autochtone de Charagua, où de jeunes journalistes nous ont pré-

senté des échantillons de vidéos documentaires ainsi que le programme enthousiasmant de leur école. Cette école joue un rôle essentiel dans l'exercice de l'autonomie, en veillant à ce que les informations importantes pour les peuples autochtones soient bien transmises vers la base dans leurs propres langues.

Le séminaire s'est conclu par une série de recommandations, notamment concernant la nécessité de créer une plateforme autochtone sur l'autonomie. Celle-ci a déjà commencé avec la création d'un groupe WhatsApp pour connecter les participant.e.s et continuer à développer des stratégies visant à l'exercice de l'autonomie, de l'autodétermination et de la justice autochtone.

« Ce séminaire a permis aux communautés de s'informer sur le développement de la justice et de l'autonomie autochtone dans d'autres pays d'Amérique du Sud, » a déclaré Héctor Jaime Vinasco, « et de partager ce que nous faisons dans la réserve autochtone de

Cañamomo Lomaprieta, en Colombie, avec le but d'exercer l'autonomie, de renforcer les alliances entre les peuples et de progresser ainsi dans la consolidation des droits des peuples autochtones à une vie en harmonie. »

L'IWGIA a lancé une invitation à participer au séminaire qui fait suite au chapitre du livre de Viviane Weitzner intitulé « ¡Guardia, Guardia ! Autonomies et défense territoriale dans le contexte de la Colombie après l'accord de paix » paru (en espagnol) dans un livre soutenu par l'IWGIA en 2021 et qui paraîtra en anglais sous le titre « Indigenous Territorial Autonomy and Self-Government in the Diverse Americas », dirigé par M. González, A. Burguete Cal and Mayor, J. Mariman, P. Ortiz T. et R. Funaki, et publié par University of Calgary Press. ●

Photo de couverture, page 1 : Francisco Cali Tzay, Rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, Santa Cruz, Bolivie. *Courtoisie: Viviane Weitzner*

Gestion territoriale autochtone

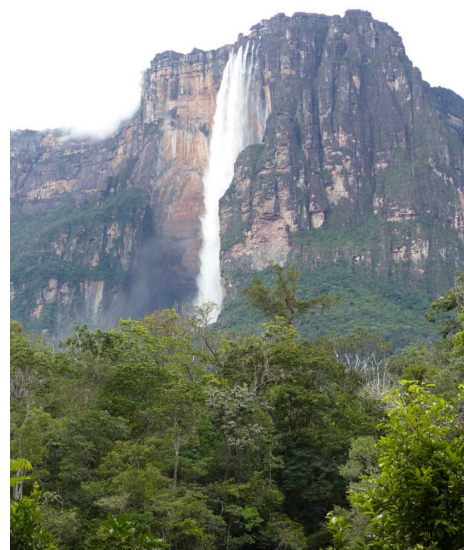
Atelier dans le territoire du parc national Canaima, site du patrimoine mondial de l'UNESCO

Par Iokiñe Rodriguez (University of East Anglia), Vladimir Aguilar (Universidad de los Andes) et Domingo Castro (Captain General of Sector II of the Pemón People)

Les 18, 19 et 20 août 2022 a eu lieu l'atelier de gestion autochtone du territoire au sein de la communauté Pemón Kamarakoto du parc national Canaima, site du patrimoine naturel de l'UNESCO au Venezuela.

Cet atelier a été animé par le Dr. Vladi-

mir Aguilar du Groupe de Travail des affaires autochtones (GTAI – Grupo de Trabajo de Asuntos Indígenas) de l'Université des Andes au Venezuela et la Dre. Iokiñe Rodríguez du Groupe pour la Justice environnementale mondiale (GEJ – Global Environmental Justice) de l'Université d'East Anglia en Angleterre, en concertation avec le Ca-



Kerepakupai Wena (Ange Salta), secteur est du parc national Canaima. *Courtoisie: Iokiñe Rodriguez*

Au-delà de deux États

Dialogues autochtones entre Taïwan et le Canada

Par Scott Simon (Université d'Ottawa)

L'été marque traditionnellement l'époque des rencontres entre toutes les nations, et l'été 2022 a amené des visiteurs autochtones de Taïwan sur les côtes de Kichi-Sibi (rivière des Outaouais). Le 23 juin, une cérémonie s'est tenue au Musée canadien de l'histoire pour célébrer la signature des Accords de Coopération Économique et Commerciale avec les Peuples Autochtones (ACECPA) par le Canada, la « Nouvelle-Zélande » (Aotearoa), l'Australie et « Taipei chinois » (Taïwan). Parmi d'autres interlocuteurs et interlocutrices, l'ainée Shirley Tolley, de la nation algonquaine Anishinabeg de Kitigan Zibi, a rappelé aux participants que des circuits économiques autochtones existent depuis des temps immémoriaux, mais que les autochtones ont été exclus du commerce. Elle a exigé des États signataires de l'ACECPA qu'ils promeuvent la réconciliation économique et luttent contre les inégalités, tout en agissant avec prudence. La ministre canadienne du commerce, l'honorable Mary Ng, a assuré que les accords représenteraient « la nouvelle voie pour la politique commerciale du Canada. »

La cérémonie a été précédée d'un congrès au cours duquel les négociateurs et d'autres participant.e.s ont pu partager leurs points de vue. L'ACECPA veut garantir aux peuples et aux entrepreneur.e.s autochtones un meilleur accès aux marchés internationaux, dans le respect des visions du monde et des préoccupations écologiques des Autochtones. L'ACECPA prévoit notamment la création d'un

conseil de partenariat chargé de diffuser les savoirs et pratiques exemplaires, dans le contexte d'un nouveau système de gouvernance inclusif et centré sur la perspective autochtone, qui permettra aux États et aux représentant.e.s autochtones de prendre des décisions ensemble.

Les économies membres font toutes partie du forum de la Coopération économique pour l'Asie-Pacifique (APEC), ce qui explique le protocole diplomatique maladroit consistant à appeler Taïwan « Taipei chinois ». Sur les 21 économies faisant partie de l'APEC, 16 comprennent des populations autochtones significatives. La République populaire de Chine, bien qu'elle reconnaisse officiellement 55 groupes ethniques minoritaires, maintient que le concept juridique de peuples autochtones est inapplicable en Chine (qui, selon elle, inclut Taïwan). L'ACECPA laisse donc entrevoir des voies d'élargissement, mais aussi de possibles frictions politiques.

Moins de deux semaines après cet événement, le ministre du Conseil des peuples autochtones de Taïwan, Icyang Parod, est venu à Ottawa accompagné d'une délégation afin d'entamer un dialogue sur les politiques autochtones entre Taïwan et le Canada. L'événement était axé sur la revitalisation des langues autochtones, mais Icyang Parod a également rencontré des ministres et des fonctionnaires canadiens afin d'approfondir la coopération bilatérale sur les questions autochtones. Plus tôt cette année, le Forum



Les membres de CICADA, Scott Simon (Université d'Ottawa) et Awi Mona (National Dong Hwa University, Taïwan) se rencontrent lors du Dialogue sur les politiques autochtones entre Taïwan et le Canada, au Centre national des arts d'Ottawa, le 5 juillet 2022. *Courtoisie: Scott Simon.*

austronésien de Taïwan et la Commission fiscale des Premières nations ont signé un protocole d'entente sur les affaires autochtones.

L'existence d'une diplomatie autochtone répond aux 94 appels de la Commission de vérité et réconciliation du Canada et à la législation canadienne qui vise à mettre en œuvre la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones (UNDRIP). L'article 36 de l'UNDRIP garantit aux peuples autochtones le droit d'entretenir et de développer « des contacts, des relations et une coopération » avec d'autres peuples au-delà des frontières nationales, et exige des États qu'ils soutiennent la mise en œuvre de ce droit au moyen de discussions et en coopération avec les peuples autochtones.

Les relations entre le Canada et Taïwan sont souvent délicates dès lors que la République populaire de Chine revendique Taïwan et s'oppose généralement à tout contact officiel entre Taïwan et des pays tiers. Ce mois-ci par exemple, l'ambassade de Chine à Ottawa a protesté contre la visite de cinq députés canadiens à Taïwan. L'UNDRIP offre une nouvelle manière de penser ces relations. Peut-être qu'à l'avenir, des nations autochtones des deux bords pourront se rencontrer et négocier des accords autonomes par rapport aux acteurs étatiques. ●

Xatastujut Tekit – Temps de travail

Projection et discussion collective au festival de cinéma *Présence Autochtone*

Par Iván Zamora, David Donner, Plácido Julián et Mariana Hernández

En 2021, CICADA a soutenu nos partenaires Totonac dans la région de Puebla au Mexique pour créer un documentaire sur les méthodes autochtones d'apiculture dans la région. Ils ont produit un magnifique court-métrage de 20 minutes intitulé *Xatastujut Tekit* (Temps de travail), qui documente les pratiques traditionnelles de soins aux abeilles Melipona, originaires de la région. En août 2022, le film a été projeté au festival *Présence Autochtone* à Montréal. L'une des réalisatrices, Mariana Hernández, a pu assister à la projection, où elle a présenté le film et engagé une discussion animée avec le public.

Présence Autochtone est un espace où nous, Autochtones, avons pu exprimer nos manières de penser, de sentir et de désirer. De tels espaces manquent cruellement, où puissent avoir cours d'autres formes du penser, du sentir et du rêver. C'est pourquoi il est nécessaire de regagner des espaces pour nos communautés et nos peuples. Car au sein des communautés mêmes, il existe de multiples manières d'être Autochtone, et non une seule. Il ne s'agit pas que d'un discours externe, mais de diverses expériences et sentiments éprouvés par celles et ceux qui vivent et font partie des communautés et peuples autochtones. Il devient alors urgent de communiquer à partir des arts tout ce que nous portons en nous-mêmes.



Nous proposons un cinéma construit depuis les communautés de savoir, d'apprentissage et de savoir-faire, depuis les peuples.



Un cinéma avec les pieds sur terre, et le coeur gonflé de l'émotion d'écouter, de voir et de raconter la lumière qui naît des ombres. Qui construit, qui participe, qui exprime et qui partage les utopies du monde. C'est là l'essence du *Temps de Travail*, *Xatastujut Tekit*.



L'union des coopératives Tosepan Titataniske de Cuetzalan Puebla rassemble plus de 40 000 partenaires autochtones, et parmi elles et eux, des personnages, réalisateurs et réalisatrices du documentaire *Xatastujut Tekit*, qui vise à partager le travail du soin des abeilles melipona, espèce endémique de la région masehual et totonaku.

Ce travail artistique et de recherche, nous avons pu le réaliser grâce à l'appui et au financement du Centre pour la Conservation et le Développement Alternative Autochtone

CICADA, qui accompagne des processus similaires, nous invitait à nous raconter et à partager nos savoirs au moyen de la création depuis les communautés. Ce processus, s'il présente toujours des difficultés, est aussi affaire de respect, de soin, d'intérêt et de solidarité de la part du travail que nous réalisons, et c'est là le pari de cette manière de raconter et de faire du cinéma.

Notre expérience à Montréal fut précieuse. Elle a été l'occasion de partager nos sentir-penser et nos rêves ; une inspiration pour continuer à raconter et à réfléchir aux histoires qui nous unissent.

Si nous avons la possibilité de vivre et de nous tisser en réseaux puissants, solidaires et coopératifs, nous avons la possibilité de créer et repenser des utopies qui cherchent *yeknemilis, sumak kawsay*, à vivre mieux, à vivre dignement depuis le bien vivre (*buen vivir*). ●



La cinéaste Mariana Hernández présente le film documentaire Xatastujut Tekit (Work Time) au festival Présence Autochtone à Montréal. Le 12 août 2022. Toutes les images sont courtoisie: Proyecto Xatastujut Tekit.

Suite de la page 6

pitaine général du secteur 2 du peuple Pemón, Domingo Castro.

La Gestion autochtone du territoire, qui s'appuie sur des projets de vie, est un instrument fondamental pour concrétiser le droit au territoire des peuples autochtones. De plus, elle incarne une politique interculturelle qui vise à mitiger les effets de l'activité extractiviste. L'objectif de cet atelier fut d'orienter et accompagner le peuple Pemón-Kamarakoto dans la définition de ses priorités en fonction de la protection et l'usage des ressources sur ses territoires. Y ont participé tous les capitaines communautaires (14 en tout) du secteur 2, à l'exception des capitaines communautaires de Kanaimo. De même, ont été présents le conseil des anciens membres de la Juridiction spéciale Autochtone Kamarakoto (JEIK) et des membres de la communauté en général.

Le point de départ de l'atelier fut la reconnaissance de l'accord signé entre la communauté de Kanaimo et de l'Institut national des Parcs (INPARQUES) au mois de mars dernier, qui souligne

l'importance de la co-gestion du parc national Cainama (PNC) afin d'assurer la protection des zones protégées et la protection des droits du peuple autochtone Pemón du secteur 2. La co-gestion de la zone protégée représente une alternative nécessaire dans le contexte de l'exacerbation du conflit socio-environnemental entraîné par la progression des activités minière aux abords du Parc National et de l'invasion de tiers cherchant à prendre illégalement le contrôle du tourisme dans certains secteurs du territoire Pemón.

L'atelier a abordé les avantages potentiels et les difficultés de la co-gestion du territoire Pemón, étant donnée la double caractéristique de cette zone protégée, à la fois parc national et territoire autochtone, ainsi que les progrès du peuple Pemón dans l'auto-délimitation de leur territoire, et la dette actuelle du gouvernement vénézuélien en ce qui concerne la reconnaissance du territoire Pemón.

En outre, des groupes de travail se sont constitués pour répondre à la question suivante : « que devons-nous faire,

nous, peuple Pemón Kamarakoto, pour assurer la protection de notre territoire? » mobilisant trois axes de travail:

Axe 1 (moment présent)

- Quelles sont nos difficultés liées à la gestion du territoire Kamarakoto?
- Qu'avons-nous fait de nouveau? (ex: graines semées).

Axe 2 (vers où allons-nous?)

- En quoi consisterait idéalement la gestion du territoire Kamarakoto?
- En quoi sommes-nous capables de réussir à la mettre en place?

Axe 3 (la transition)

- Que devons-nous faire pour la réussir?
- Que devons-nous arrêter de faire?

Au cours des prochains mois, cet atelier sera répété dans d'autres secteurs du parc, afin de poursuivre la consolidation de la gestion collective du territoire Pemón et du parc national Canaima. ●

Publications récentes de partenaires du CICADA

- Altman, Jon.** 2022. "Indigenous Australians and Their Lands: Post-Capitalist Development Alternatives," en *Post-Capitalist Futures. Alternatives and Futures: Cultures, Practices, Activism and Utopias*, édité par Samuel Alexander, Sangeetha Chandrashekeran, et Brendan Gleeson, pp. 141-151. Singapore: Palgrave Macmillan. https://doi.org/10.1007/978-981-16-6530-1_13.
- Altman, Jon,** et Francis Markham. 2022. "Disruption as Reprieve?" En [Beyond Global Food Supply Chains: Crisis, Disruption, Regeneration](#), édité par Victoria C. Stead and Melinda Hinkson, pp. 125-137. Singapore: Palgrave Macmillan.
- Baker, Janelle Marie.** 2022. "Boreal Plants That Enchant: A Lively Ethnography of Sakâwiyiniwak (Northern Bush Cree) Multispecies Kinship Obligations." *Environmental Humanities* 14 (2): 385–400. <https://doi.org/10.1215/22011919-9712467>.
- Girard, Fabien, **Ingrid Hall**, et Christine Frison, eds. 2022. [Biocultural Rights, Indigenous Peoples and Local Communities : Protecting Culture and the Environment](#). Routledge Explorations in Environmental Studies. London: Routledge.
- Martínez Burman, Markus, et **Iokiñe Rodríguez**, eds. 2022. [Photovoice: Monkoxi Reconnection: A tapestry of stories of autonomy, identity and climate action from the youth of the Monkoxi Nation in Lomerio, Bolivia](#). Santa Cruz de la Sierra, Bolivia: Editorial NUR. (En [Espagnol](#).)
- Raycraft, Justin.** 2022. "Community attitudes towards Randilen Wildlife Management Area," in *Tarangire: Human-wildlife coexistence in a fragmented ecosystem*, Ecological Studies, Volume 243, édité par Christian Kiffner, Derek Lee, et Monica Bond, pp. 109-128. Cham, Switzerland: Springer. <https://doi.org/10.1007/978-3-030-93604-4>.
- Simon, Scott E.,** Jolan Hsieh, et Peter Kang. 2023. [From Stigma to Hope: Indigenous Reconciliation in Contemporary Taiwan](#). London: Routledge.
- Zent, Egleé,** Stanford Zent, Lojta Jtute, Awelajlu Jtitekoyo, Jkatalila Jtute, Lobjko Ijtö, Ilę Jkwayo, Maliela Yaluja, Iva Juae, Noe Jono, Alejandro Molö, Aula Amikoja, Abeto Melomaja, Alabala Aubojkyo, Kyabo Bowijte, Awaiki Yewi, Jani-Yewi Yewi, Balejko Jtitekoyo, Jkai, Jtobá Jtute, Lila Yolo, Ajtita Uliejteja, Jtujukaybojlae Bowijte, Ulijkule Jtute, Jkwajkya Jlawi, et Late Bowijte. 2022. "Trekking the Amazon with Love and Care." *Ethnobiology Letters* 13(1):29-40. <http://doi.org/10.14237/eb1.13.1.2022.1809>.

Un remerciement particulier à Lucía Justo, Ségolène Guinard, Katrina Joosten, Steven Schnoor et Iván Vargas pour leur soutien dans la conception, la traduction et l'édition finale de ce nouveau numéro du bulletin du CICADA.